



**PRÉFÈTE
DE L'AISNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral n° IC/2025/132 mettant
en demeure la société **ROQUETTE FRÈRES** de
respecter les prescriptions du règlement
européen n°2024/573 du 7 février 2024 relatif
aux gaz à effet de serre fluorés, sur le territoire
de la commune de **MONTIGNY-LENGRAIN**

La Préfète de l'Aisne,

VU le règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) n° 517/2014,

VU l'article 6 du règlement européen (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 susvisé qui dispose :

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

[...]

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.521-17 et L.514-5,

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018),

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés,

VU l'arrêté préfectoral n°IC-2014-212 du 22 décembre 2014 réglementant les activités de la société **ROQUETTE FRÈRES**,

VU les arrêtés préfectoraux n°IC-2015-154 du 19 octobre 2015, n°IC-2019-068 du 7 mai 2019 et n°IC-2020-179 du 12 novembre 2020 modifiant les conditions d'exploitation de la société **ROQUETTE FRÈRES**,

VU l'arrêté préfectoral n°IC-2024-118 du 16 juillet 2024 prescrivant à la société ROQUETTE FRERES des travaux permettant de réduire sa consommation d'eau et modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°IC-2020-179 du 12 novembre 2020,

VU l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024 modifié donnant délégation de signature à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Guillaume FICHET, directeur de cabinet de la préfète de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne,

VU le rapport de l'Inspection des Installations classées en date du 21 mai 2025 transmis à l'exploitant par courrier du 22 mai 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 22 mai 2025,

Considérant que lors de la visite du 3 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le fait suivant :

- le groupe TRANE ELF05363 contenant circuit 1 : 126 kg de R1234ze et circuit 2 : 117 kg de R1234ze ne sont pas équipés de systèmes permanents de détections de fuites,

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 6 du règlement européen (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 susvisé,

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-8 et L.521-17 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROQUETTE FRÈRES de respecter les prescriptions et dispositions des textes cités à l'article 1^{er} du présent arrêté afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aisne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société ROQUETTE FRÈRES exploitant une installation de traitement et transformation de légumineuse papillonnacée sur la commune de MONTIGNY-LENGRAIN est mise en demeure de respecter les dispositions prévues par les articles suivants :

Article 6 du règlement européen (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 susvisé	Équiper le groupe TRANE ELF05363 circuit 1 et 2 de systèmes de détections des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, la sous-préfète de l'arrondissement de Soissons, le commandant du groupement de Gendarmerie de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, ainsi que l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de MONTIGNY-LENGRAIN, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Soissons et notifiée au directeur de la société ROQUETTE FRÈRES.

À Laon, le 23 JUIN 2025



Fanny ANOR